

# TROISIÈME TRIMESTRE 2004

RAPPORT TRIMESTRIEL POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE 31 JUILLET 2004



## Message aux actionnaires

La Banque Laurentienne déclare un revenu net de 13,7 millions \$ pour le troisième trimestre 2004

### SOMMAIRE DES RÉSULTATS

La Banque Laurentienne a déclaré un revenu de 13,7 millions \$, ou 0,31 \$ dilué par action ordinaire, pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2004, comparativement à un revenu net de 10,3 millions \$, ou 0,29 \$ dilué par action ordinaire, pour la même période de l'exercice financier 2003. Le rendement de l'avoir des actionnaires s'élevait à 4,2 % pour le trimestre, comparativement à 4,3 % pour la même période en 2003.

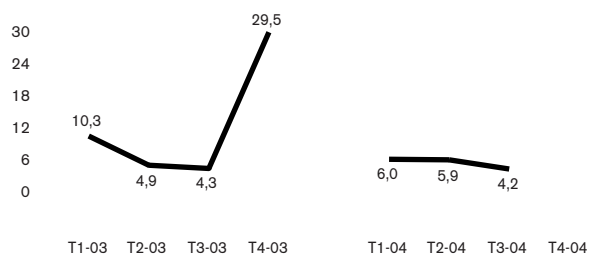
Les résultats du troisième trimestre 2004 incluent les coûts reliés aux modifications entreprises au cours du deuxième trimestre au capital-actions et aux débetures de la Banque. Le chevauchement des paiements de dividendes découlant de l'émission d'actions privilégiées de catégorie A Série 10 au cours du deuxième trimestre et du rachat des actions privilégiées de catégorie A Séries 7 et 8, le 16 juin 2004, conjugué à une prime de remboursement de 2 millions \$, a eu un impact de 0,13 \$ dilué par action ordinaire pour le trimestre. Dans le cadre du remboursement des débetures Série 7, des coûts s'élevant à 1,1 million \$ ont également eu une incidence sur les résultats, de l'ordre de 0,03 \$ dilué par action ordinaire pour le trimestre.

Au cours du troisième trimestre 2004, la Banque a vendu ses activités de traitement d'opérations par carte de débit et de crédit, à l'instar d'autres banques qui ont adopté cette même mesure afin d'améliorer leur efficacité. De même, en lien avec la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien en 2003, certains droits de gestion de comptes de fonds communs de placement dans ces provinces ont été transférés. Ces transactions ont généré un gain de 5,6 millions \$ (4,7 millions \$ net des impôts sur le revenu), ou 0,20 \$ dilué par action ordinaire.

À la suite de la finalisation des conversions de systèmes reliées aux succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, vendues au mois d'octobre 2003, les autres revenus ont été augmentés pour un montant de 3,5 millions \$, ou 0,10 \$ dilué par action ordinaire afin de refléter le changement aux estimations des provisions initialement comptabilisées pour frais afférents, étant donné que les frais effectivement encourus ont été moins élevés que prévu. Ces revenus augmentent le gain réalisé grâce à la vente des succursales, et initialement comptabilisé au quatrième trimestre 2003.

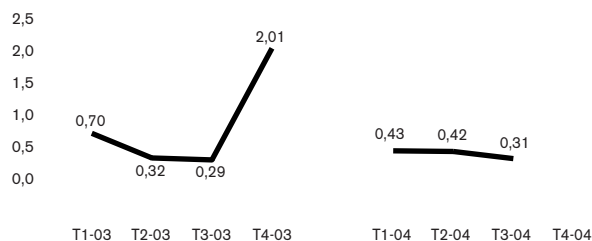
### Rendement de l'avoir des actionnaires

En pourcentage



### Revenu net dilué par action ordinaire

En dollars



Les éléments significatifs mentionnés précédemment ont eu une incidence favorable sur le revenu net de 6,3 millions \$, sur le revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires de 3,2 millions \$ et de 0,14 \$ sur le revenu net dilué par action ordinaire, tel que décrit dans le tableau ci-dessous. Au cours du trimestre, la baisse des revenus des activités de trésorerie et de marchés financiers attribuable aux récents changements en matière de taux d'intérêt, a également eu un impact sur les revenus de la Banque.

#### Éléments significatifs ayant un impact sur les résultats

En millions de dollars, à l'exception des montants par action	Éléments, avant impôts sur le revenu	Éléments, net des impôts sur le revenu	Dilué par action ordinaire
Vente des activités de traitement d'opérations par carte de débit et de crédit et de certains droits de gestion de comptes de fonds communs de placement	5,6 \$	4,7 \$	0,20 \$
Révision des provisions liées aux succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien vendues au cours du quatrième trimestre 2003	3,5	2,4	0,10
Coûts associés au remboursement des débetures Série 7	(1,1)	(0,7)	(0,03)
Impact sur le revenu net		6,3	0,27
Prime de remboursement payée pour le rachat des actions privilégiées de catégorie A, Séries 7 et 8, et chevauchement des paiements de dividendes des actions privilégiées de catégorie A	(3,1)	(3,1)	(0,13)
Impact sur le revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires		3,2 \$	0,14 \$

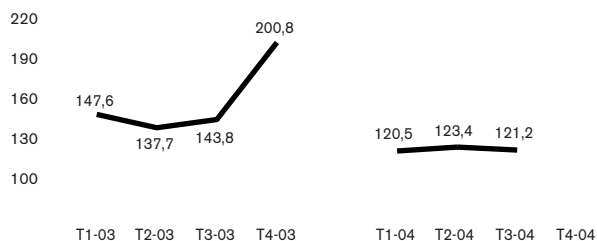
Comparativement au deuxième trimestre 2004, le revenu net a augmenté de 0,4 million \$, passant de 13,3 millions \$ à 13,7 millions \$, principalement à la faveur des éléments décrits ci-dessus. Le revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires a toutefois diminué de 2,7 millions \$, compte tenu du fait qu'il a subi l'impact de la prime de remboursement payée et du chevauchement des paiements de dividendes des actions privilégiées de catégorie A.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice financier 2004, le revenu net s'établissait à 40,6 millions \$, ou 1,16 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à un revenu net de 41,1 millions \$, ou 1,31 \$ dilué par action ordinaire, en 2003. Le rendement de l'avoir des actionnaires s'élevait à 5,4 % pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004, comparativement à 6,5 % pour la même période en 2003.

« Les mesures que nous avons adoptées depuis un an et demi nous ont permis d'améliorer notre position concurrentielle, a déclaré le président et chef de la direction de la Banque, M. Raymond McManus. La vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, la privatisation de B2B Trust, la vente de certains autres éléments d'actifs et de certaines activités, conjuguées à la révision du coût des actions privilégiées, ont contribué de manière positive au repositionnement de la Banque. Ces transactions ont été rentables et ont contribué au maintien de solides ratios de capital tout au long de cette période de transition. Cependant, un environnement d'affaires très compétitif, et des retards dans la mise en œuvre de certaines initiatives de nos Services financiers aux particuliers, ainsi que le faible niveau de la demande en matière de financement commercial, ont limité notre capacité à augmenter nos volumes de prêts et exercé des pressions sur la croissance des revenus. Quoique cette situation ne devrait pas significativement compromettre nos objectifs pour 2004, elle constitue un sujet de préoccupation pour 2005 et 2006. Nous allons donc en réexaminer tous les éléments au cours du quatrième trimestre et, si nécessaire, rectifier nos objectifs. Nous n'en demeurons pas moins toujours aussi déterminés à réaliser notre plan d'affaires et à rétablir la rentabilité de la Banque afin de continuer à créer de la valeur pour nos actionnaires. »

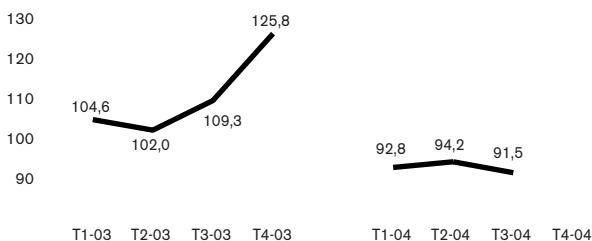
#### Revenu total

En millions de dollars



#### Frais autres que d'intérêt

En millions de dollars



## Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière

### RÉSULTATS ET OBJECTIFS FINANCIERS

La Banque Laurentienne rend publics ses objectifs financiers au début de chaque exercice financier et déclare ensuite ses résultats réels à chaque trimestre. La pratique de la Banque est de ne pas fournir d'orientation provisoire.

À seule fin de renseignement, le tableau ci-dessous présente les résultats, comparativement aux objectifs définis par la direction pour l'exercice financier 2004.

#### Résultats pour 2004

	Période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004	
	Objectifs 2004	Réel
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires	5 %	5,4 %
Revenu dilué par action	1,44 \$ (12 mois)	1,16 \$
Revenu total	503 millions \$ (12 mois)	365 millions \$
Ratio d'efficacité	77 %	76,3 %
Ratios de capital		
Première catégorie	minimum de 9,5 %	10,3 %
Capital total	minimum de 13,0 %	14,4 %
Qualité du crédit (niveau de pertes sur prêts)	0,22 %	0,25 %

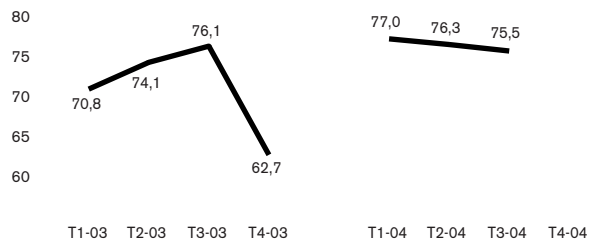
### FAITS SAILLANTS

Cette rubrique présente les faits saillants des activités du troisième trimestre terminé le 31 juillet 2004, et expose en détail les éléments significatifs qui ont influé sur les résultats, comparativement aux résultats du deuxième trimestre 2004 et du troisième trimestre 2003.

- Les conversions de systèmes reliées aux succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, vendues au mois d'octobre 2003, ont été finalisées au cours du trimestre. La Banque a révisé toutes les provisions initialement comptabilisées pour des activités liées aux technologies et pour d'autres frais. Des provisions de 3,5 millions \$, ou 0,10 \$ dilué par action ordinaire, ont ainsi été réduites au cours du trimestre, ce qui reflète la baisse du niveau des frais effectivement encourus. Le gain réalisé grâce à la vente des succursales a été augmenté en conséquence.
- La privatisation de B2B Trust a été finalisée le 8 juin 2004. Les résultats de cette ligne d'affaires refléteront dorénavant le fait que B2B Trust constitue une filiale en propriété exclusive.
- Au cours du trimestre, les actions privilégiées de catégorie A Séries 7 et 8 ont été rachetées pour un montant global de 100 millions \$, et une prime de 2 millions \$. La prime de remboursement a eu un impact sur le revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires, ce qui s'est traduit par une charge de 0,08 \$ dilué par action ordinaire. De plus, le chevauchement des paiements de dividendes entraîné par l'émission d'actions privilégiées de catégorie A Série 10, au cours du deuxième trimestre, et du rachat d'actions privilégiées de catégorie A Séries 7 et 8 le 16 juin 2004, soit au cours du troisième trimestre, a eu un impact de 0,05 \$ sur les résultats dilués par action ordinaire.

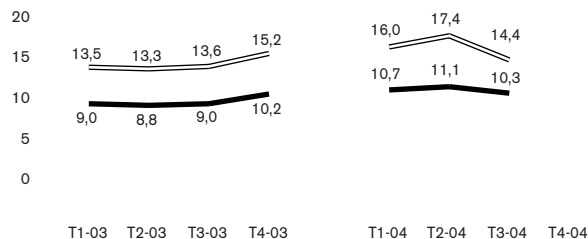
#### Ratio d'efficacité

Frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total



#### Ratio de capital BRI

En pourcentage



— Première catégorie  
 - - - Capital total

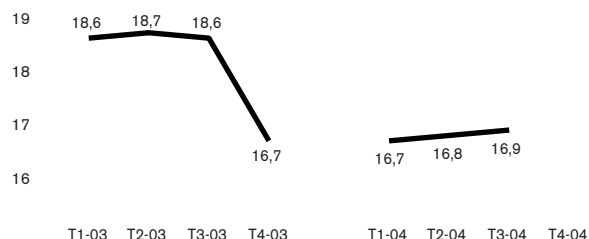
- Toutes les débetures Série 7, soit un montant de 100 millions \$, ont été remboursées au cours du trimestre, ce qui s'est traduit par des frais de 1,1 million \$ qui reflètent le déboursement de certains frais liés aux débetures. Par la suite, cette transaction améliorera les revenus de la Banque, grâce à une réduction du coût du capital et à des économies fiscales.
- Le revenu total a diminué à 121,2 millions \$ au troisième trimestre 2004, comparativement à 123,4 millions \$ au deuxième trimestre 2004, soit une baisse de 2,2 millions \$.
- Les autres revenus ont diminué de 3,7 millions \$ et s'établissaient à 52,9 millions \$ au troisième trimestre alors qu'ils s'établissaient à 56,6 millions \$ au deuxième trimestre. Les revenus générés au cours du trimestre par la vente des activités de traitement d'opérations par carte de débit et de crédit et par le transfert de certains droits de gestion de comptes de fonds communs de placement en Ontario et dans l'Ouest canadien, ont été contrebalancés par la baisse des activités de trésorerie et de marchés financiers. Les autres revenus incluent également l'impact de la modification des provisions liées à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, d'un montant de 3,5 millions \$. Par ailleurs, les revenus du deuxième trimestre incluait la contribution positive de la vente du portefeuille de prêts Visa de l'Ontario et de l'Ouest canadien.
- Le revenu net d'intérêt s'est amélioré et s'élevait à 68,2 millions \$, ou 1,68 % de l'actif moyen au troisième trimestre 2004, comparativement à 66,8 millions \$, ou 1,66 % au deuxième trimestre.
- Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 2,7 millions \$, soit de 3 %, et s'élevaient à 91,5 millions \$ pour le troisième trimestre 2004, comparativement à 94,2 millions \$ pour le deuxième trimestre. Ce résultat est attribuable à la baisse des coûts des technologies et des autres dépenses.
- Le ratio d'efficacité (soit les dépenses divisées par le revenu total) s'est amélioré et s'établissait à 75,5 % pour le troisième trimestre 2004, comparativement à 76,3 % pour le deuxième trimestre.
- La provision pour pertes sur prêts a légèrement augmenté, s'établissant à 10,9 millions \$ au troisième trimestre 2004 alors qu'elle s'établissait à 10,5 millions \$ au deuxième trimestre.
- Les impôts sur le revenu ont augmenté à 4,9 millions \$ pour le troisième trimestre 2004, alors qu'ils s'élevaient à 4,7 millions \$ pour le deuxième trimestre.
- Les changements dans les résultats, entre le troisième trimestre 2003 et le troisième trimestre 2004, s'expliquent surtout par les changements significatifs dans les opérations à la suite de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, ainsi que par la mise en œuvre du programme de réduction des dépenses au cours du deuxième semestre 2003. De plus, la diminution du revenu net d'intérêt et des autres revenus a eu un impact sur les résultats. Cet impact a toutefois été plus que contrebalancé par la baisse des pertes sur prêts en 2004, ainsi que par la baisse, à 25,9 %, du taux d'imposition effectif pour 2004, comparativement à un taux d'imposition effectif de 39,5 % en 2003.

## REVUE FINANCIÈRE

Le **revenu total** de la Banque a diminué légèrement pour s'établir à 121,2 millions \$ au troisième trimestre 2004, comparativement à 123,4 millions \$ au deuxième trimestre 2004, soit une baisse de 2,2 millions \$. Le revenu net d'intérêt a augmenté de 1,4 million \$, passant de 66,8 millions \$ au deuxième trimestre 2004 à 68,2 millions \$ au troisième trimestre. Les autres revenus s'élevaient à 52,9 millions \$ au troisième trimestre 2004, ce qui représente une baisse de 3,7 millions \$ par rapport au deuxième trimestre.

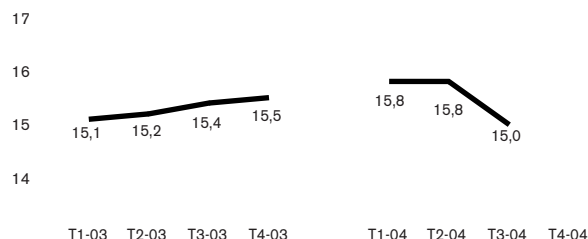
### Actif au bilan

En milliards de dollars



### Actif administré

En milliards de dollars



L'augmentation de 1,4 million \$ du revenu net d'intérêt, du deuxième au troisième trimestre 2004, provient de l'amélioration de la marge nette d'intérêt sur les liquidités de la Banque, de l'augmentation du rendement du portefeuille à taux variable, et de l'effet positif d'un trimestre comptant deux journées additionnelles. Cependant, les coûts de 1,1 million \$ liés au remboursement des débentures Série 7 ont également eu un impact défavorable sur la marge d'intérêt au cours du trimestre.

La baisse de 3,7 millions \$ des autres revenus est principalement attribuable aux diminutions des activités de trésorerie et de marchés financiers de 5,7 millions \$, des commissions sur prêts de 1,1 million \$ et des revenus d'assurance de 0,5 million \$. Le gain de 5,6 millions \$, réalisé au cours du trimestre grâce à la vente des activités de traitement d'opérations par carte de débit et de crédit (3,6 millions \$) et de certains droits de gestion de comptes de fonds communs de placement en Ontario et dans l'Ouest canadien (2,0 millions \$), était légèrement plus important que le gain réalisé au deuxième trimestre grâce à la vente du portefeuille de prêts Visa de l'Ontario et de l'Ouest canadien, qui s'établissait à 4,4 millions \$. Les revenus du troisième trimestre incluaient également l'ajustement de 3,5 millions \$ au gain résultant de la cession des succursales, tel que mentionné précédemment.

Les revenus s'élevaient à 143,8 millions \$ pour le troisième trimestre 2003. Cette baisse, d'un exercice financier à l'autre, est principalement attribuable aux effets conjugués de la diminution des volumes, à la suite de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, et de la diminution des marges sur divers portefeuilles. Les marges nettes d'intérêt ont baissé à 1,68 % au troisième trimestre 2004, alors qu'elles s'établissaient à 1,87 % au troisième trimestre 2003, ce qui reflète un environnement d'affaires dominé par des taux d'intérêt peu élevés.

**La provision pour pertes sur prêts** a augmenté et s'établissait à 10,9 millions \$, ou 0,27 % de l'actif moyen au troisième trimestre 2004, alors qu'elle s'établissait à 10,5 millions \$, ou 0,26 % de l'actif moyen au deuxième trimestre 2004. L'augmentation du niveau de provision est attribuable à la réévaluation continue des prêts douteux. Ce résultat reflète également les efforts de la Banque destinés à réduire les prêts douteux.

Au troisième trimestre 2003, la provision pour pertes sur prêts s'élevait à 16,0 millions \$, incluant une provision de 5,0 millions \$, ou 0,13 \$ dilué par action ordinaire, reliée à une exposition à l'égard d'un seul emprunteur dans l'industrie aéronautique.

Les prêts douteux nets ont encore diminué au cours du trimestre, cette fois d'un montant de 7,3 millions \$. Au 31 juillet 2004, ils s'établissaient à -5,6 millions \$, ou -0,05 % du total des prêts, acceptations bancaires et actifs acquis en vertu d'ententes de revente, alors qu'au 30 avril 2004, ils s'établissaient à 1,6 million \$ (+0,0 %), et au 31 octobre 2003, à 22,0 millions \$ (+0,2 %). Les prêts douteux bruts ont également diminué de manière significative : au 31 juillet 2004, ils s'élevaient à 132,9 millions \$ alors qu'au 31 octobre 2003, ils s'élevaient à 185,2 millions \$. Au 31 juillet 2004, la provision générale de la Banque demeurait inchangée, comparativement à la clôture de l'exercice financier 2003, et s'établissait à 77,3 millions \$. La note 3 des états financiers intermédiaires consolidés fournit de plus amples renseignements à ce propos.

**Les frais autres que d'intérêt** ont diminué de 3 % et s'établissaient à 91,5 millions \$ au troisième trimestre 2004, comparativement à 94,2 millions \$ au deuxième trimestre 2004. Cette baisse est attribuable principalement à la diminution des coûts relatifs aux locaux et aux technologies, alors que les frais d'amortissement ont baissé de manière significative. Les autres dépenses ont également diminué grâce à la mise en œuvre de plusieurs autres initiatives. Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 17,8 millions \$ par rapport aux résultats du troisième trimestre 2003, alors qu'ils s'élevaient à 109,3 millions \$, ce qui reflète la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, le programme de réduction des dépenses de la Banque et diverses autres initiatives destinées à l'amélioration de l'efficacité.

Le ratio d'efficacité (soit les dépenses divisées par le revenu total) s'établissait à 75,5 % au troisième trimestre 2004, comparativement à 76,3 % au deuxième trimestre 2004. Cette amélioration découle principalement de la réduction des dépenses, ainsi que des éléments décrits ci-dessus. Le ratio d'efficacité s'est également amélioré légèrement, soit de 0,6 %, par rapport aux résultats du troisième trimestre 2003 alors qu'il s'établissait à 76,1 %. Les résultats pour le troisième trimestre 2003 incluaient des frais de restructuration de 3,1 millions \$, alors que les résultats pour le troisième trimestre 2004 incluent les gains réalisés grâce à la vente de certains actifs et de certaines activités, tel qu'expliqué ci-dessus. En excluant ces éléments, le ratio d'efficacité aurait augmenté à 80,6 % pour le troisième trimestre de 2004. Cette hausse par rapport à 2003 s'explique par la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien et la diminution des revenus. Le nombre d'employés (en équivalent temps plein) a légèrement augmenté et s'élevait à 3 202 au 31 juillet 2004, comparativement à 3 167 au 30 avril 2004. Au 31 juillet 2003, ce nombre s'élevait à 3 731.

**Les impôts sur le revenu** s'élevaient à 4,9 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 25,9 %, au troisième trimestre 2004, comparativement à 4,7 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 25,2 % au deuxième trimestre 2004. Les impôts sur le revenu, moins élevés sur le gain réalisé grâce à la vente des activités de traitement d'opérations par carte de débit et de crédit et de certains droits de gestion de comptes de fonds communs de placement en Ontario et dans l'Ouest canadien, ont contribué à la baisse du taux d'imposition effectif. Au deuxième trimestre 2004, la vente du portefeuille de prêts Visa a eu un effet favorable sur le taux d'imposition. En excluant ces éléments positifs, les taux d'imposition effectifs se seraient établis à 28,9 % et à 29,9 % respectivement pour les deuxième et troisième trimestres 2004. Au troisième trimestre 2003, le taux d'imposition effectif s'établissait à 39,5 %, ce qui reflétait, entre autres, des taux d'imposition plus élevés pour les revenus générés par les succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien.

**L'actif au bilan** s'élevait à 16,9 milliards \$ au 31 juillet 2004, comparativement à 16,7 milliards \$ au 31 octobre 2003. Les liquidités, y compris les actifs acquis en vertu d'ententes de revente et les valeurs mobilières, s'établissaient à 4,9 milliards \$, soit 29 % de l'actif global au 31 juillet 2004, alors qu'elles s'établissaient à 4,8 milliards \$, soit 29 % de l'actif global à la clôture de l'exercice financier 2003.

Le portefeuille de prêts et d'acceptations bancaires est demeuré stable à 11,4 milliards \$ au 31 juillet 2004, comparativement au 31 octobre 2003. Les prêts hypothécaires résidentiels inscrits à l'actif au bilan de la Banque s'élevaient à 5,4 milliards \$ au 31 juillet 2004, ce qui représente une augmentation de 171 millions \$ par rapport au 31 octobre 2003, en prenant en considération que la Banque a titrisé 150 millions \$ de prêts hypothécaires résidentiels depuis le début de l'exercice financier en cours. Les prêts commerciaux ont diminué de 138 millions \$ et les prêts hypothécaires commerciaux de 69 millions \$ depuis le mois d'octobre 2003. Les prêts personnels ont diminué de 34 millions \$ depuis le 31 octobre 2003. Par contre, la croissance du volume de ces prêts s'est établie à 19 millions \$ au cours du troisième trimestre. La baisse enregistrée au cours du premier semestre de l'exercice financier était principalement attribuable au changement dans les stratégies de tarification et de commissions pour les prêts aux points de vente, ainsi qu'à la vente du portefeuille de prêts Visa de l'Ontario et de l'Ouest canadien pour un montant de 28 millions \$.

Le total des dépôts des particuliers a légèrement diminué depuis la clôture de l'exercice financier 2003. Ce total s'élevait à 10,4 milliards \$ au 31 juillet 2004, comparativement à 10,5 milliards \$ au 31 octobre 2003. Cette baisse découle essentiellement de la diminution des dépôts à terme fixe provenant de courtiers, alors que les dépôts à vue et à préavis, recueillis par l'entremise du réseau de succursales, ont augmenté de 47 millions \$ au cours de la même période. Les dépôts d'entreprises et les autres dépôts ont diminué de 385 millions \$ depuis le 31 octobre 2003, d'autres sources s'avérant suffisantes afin de financer les activités. La proportion des dépôts des particuliers par rapport au total des dépôts de 12,8 milliards \$ a augmenté à 81 % au 31 juillet 2004, comparativement à 79 % au 31 octobre 2003. Au cours du troisième trimestre terminé le 31 juillet 2004, les dépôts ont augmenté de 439 millions \$, principalement en raison de la croissance des dépôts institutionnels à court terme et de la clôture d'un financement de cinq ans, d'une valeur de 80 millions \$, avec une banque allemande. La mobilisation de ces nouveaux dépôts a contribué à l'augmentation des liquidités et permis, entre autres, de rehausser la flexibilité à la suite du rachat des débentures Série 7 et du rachat de la part des actionnaires sans contrôle de B2B Trust.

**Le capital total** de la Banque, qui se compose de l'avoir des actionnaires ordinaires, d'actions privilégiées et de débentures, s'élevait à 1 189 millions \$ au 31 juillet 2004, comparativement à 1 315 millions \$ au 31 octobre 2003, soit une baisse de 126 millions \$. Cet écart découle des changements apportés à la structure du capital de la Banque depuis le début de l'exercice financier, et destinés à réajuster le capital en fonction des besoins anticipés ainsi qu'à diminuer les coûts du capital dans son ensemble. Au cours du troisième trimestre, le rachat des actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, Séries 7 et 8 à 7,75 %, pour un montant de 102 millions \$, a marqué l'aboutissement d'une des étapes de la stratégie de réduction du coût de financement mise en œuvre au cours du deuxième trimestre avec l'émission d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, Série 10 à 5,25 % pour un montant de 110 millions \$. La Banque a alors tiré profit de la faiblesse des taux d'intérêt. Les dividendes trimestriels des actions privilégiées s'établiront dorénavant à 2,9 millions \$, ou 0,13 \$ dilué par action ordinaire, en baisse par rapport à 3,4 millions \$, ou 0,15 \$ dilué par action ordinaire, tel qu'établi avant les transactions. Le remboursement des débentures, Série 7 à 5,75 %, au mois de juin 2004, a réduit le capital total de 100 millions \$. De plus, le capital a diminué de 43 millions \$ à la suite de la privatisation de B2B Trust.

L'avoir des actionnaires ordinaires a augmenté à 679 millions \$ au 31 juillet 2004, alors qu'il s'établissait à 673 millions \$ au 31 octobre 2003. Le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 23 505 068 au 31 juillet 2004; la valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque est passée de 28,73 \$ au 31 octobre 2003 à 28,90 \$ au 31 juillet 2004.

Le ratio BRI de capital de première catégorie s'est amélioré depuis le 31 octobre 2003 et s'établissait à 10,3 %, un résultat attribuable à la diminution de l'actif pondéré par le risque; le ratio BRI de capital total a diminué à 14,4 %, alors qu'il s'établissait à 15,2 % au 31 octobre 2003, un résultat attribuable à l'émission et au rachat d'actions privilégiées, ainsi qu'au remboursement de débentures et à la privatisation de B2B Trust, tel que décrit ci-dessus. Ces ratios se comparent avantageusement à ceux des autres banques canadiennes. Le ratio de l'avoir des actionnaires ordinaires tangible (soit l'avoir des actionnaires ordinaires moins les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels) sur l'actif pondéré par le risque a diminué à 7,5 %, comparativement à 7,8 % au 31 octobre 2003, essentiellement en raison de la privatisation de B2B Trust.

Lors de sa réunion tenue le 26 août 2004, le conseil d'administration a pris en considération le revenu net par action, soit 0,31 \$, ainsi que la solide situation financière de la Banque telle qu'illustrée par ses ratios de capital, et déclaré les dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées, payables le 15 septembre 2004 aux actionnaires inscrits en date du 9 septembre 2004, de même que le paiement d'un dividende de 0,29 \$ par action ordinaire, payable le 1<sup>er</sup> novembre 2004 aux actionnaires inscrits en date du 1<sup>er</sup> octobre 2004.

**L'actif administré** s'élevait à 15,0 milliards \$ au 31 juillet 2004, comparativement à 15,5 milliards \$ au 31 octobre 2003, et à 15,4 milliards \$ au 31 juillet 2003.

## INFORMATION SECTORIELLE

Les résultats des Services financiers aux entreprises et des autres secteurs pour le troisième trimestre 2004 se sont améliorés de manière significative grâce à la baisse des pertes sur prêts et aux éléments, tel que détaillé en page 2. Les revenus des lignes d'affaires Services financiers aux particuliers et B2B Trust sont demeurés relativement stables, comparativement au deuxième trimestre. Leur contribution au revenu net de la Banque a toutefois diminué, compte tenu principalement d'une augmentation des pertes sur prêts.

### Contributions au revenu net

En millions de dollars	Services financiers aux particuliers	Services financiers aux entreprises	B2B Trust	Gestion du patrimoine et Courtage	Autres	Total <sup>(1)</sup>
<b>T3 – 2004</b>						
Revenu net	4,7 36 %	6,1 47 %	1,4 11 %	0,8 6 %	0,7 s/o	13,7 100 %
<b>T2 – 2004</b>						
Revenu net	7,6 49 %	4,7 30 %	2,3 15 %	1,0 6 %	(2,3) s/o	13,3 100 %
<b>T3 – 2003</b>						
Revenu net	3,3 29 %	4,9 44 %	2,7 24 %	0,3 3 %	(0,9) s/o	10,3 100 %

(1) Pourcentage de la contribution des quatre lignes d'affaires au revenu net, à l'exclusion des autres secteurs.

### Services financiers aux particuliers

La contribution des Services financiers aux particuliers aux résultats consolidés a diminué à 4,7 millions \$ au troisième trimestre 2004, alors qu'elle s'établissait à 7,6 millions \$ au deuxième trimestre 2004. Ce dernier résultat incluait une partie du gain réalisé grâce à la vente du portefeuille Visa, soit un montant de 2,4 millions \$, alors que les résultats du troisième trimestre incluent des revenus de 1,2 million \$ réalisés grâce à la vente des activités de traitement d'opérations par carte de débit et de crédit et de certains droits de gestion de comptes de fonds communs de placement.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 3 % au cours du troisième trimestre 2004 et s'établissait à 60 millions \$. Ce résultat est principalement attribuable à l'augmentation de 64 millions \$ des volumes moyens de prêts au cours de la même période et au nombre de jours additionnels que comptait le trimestre. L'augmentation des pertes sur prêts, la baisse des autres revenus et l'augmentation des frais d'exploitation ont toutefois contrebalancé ce résultat positif. Le volume de prêts hypothécaires résidentiels net généré par le réseau de succursales au cours du trimestre s'est élevé à plus de 100 millions \$, ce qui correspond à l'objectif de la Banque pour la campagne du printemps.

Les Services financiers aux particuliers ont amélioré de 42 % leur contribution aux résultats, comparativement au troisième trimestre 2003, alors que le revenu net a augmenté de 1,4 million \$ par rapport à 3,3 millions \$. Comparativement à 2003, la perte de volumes, à la suite de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, a été plus que contrebalancée par l'amélioration de la rentabilité du portefeuille de prêts aux points de vente, ainsi que par la diminution des pertes sur prêts et des impôts sur le revenu.

Les travaux préparatoires à l'ouverture de nouvelles succursales à Gatineau, Blainville, Mascouche, Ste-Dorothée et La Prairie, vont bon train. Le processus s'est avéré plus complexe et plus long que prévu, mais quoi qu'il en soit, l'ouverture de ces succursales devrait contribuer à la croissance des portefeuilles de la Banque en 2005.

Les Services financiers aux particuliers demeurent fidèles à leur engagement à assurer la croissance durable et rentable de leurs activités. Ainsi, plusieurs initiatives sont en cours, conformément aux stratégies présentées dans le plan d'affaires triennal :

- Déploiement du projet Entrepreneurship
- Nouvelle signature Banque Laurentienne
- Optimisation du réseau de succursales
- Approche « détaillant »

La Banque a poursuivi ses efforts afin de rehausser sa notoriété, partout au Québec, y compris de récentes initiatives destinées spécifiquement au soutien de ses marchés locaux ainsi que des communautés où elle est présente. Au cours du trimestre, la Banque a également lancé quelques initiatives promotionnelles, qui se sont avérées particulièrement réussies, destinées à augmenter la souscription à de nouvelles cartes de crédit Visa ainsi que le volume de transactions. Le nombre de nouvelles cartes émises au cours des neuf derniers mois dépasse déjà le nombre total de ventes réalisées au cours du dernier exercice financier, alors que le volume de transactions a connu une augmentation similaire, comparativement à la même période l'an dernier.

Dévoilé plus tôt cette année, le projet pilote Espresso est maintenant réalité. La nouvelle succursale, située dans l'arrondissement Outremont, à Montréal, est ouverte à la clientèle, conjointement avec un café-bistro géré par le Café bistro Van Houtte. Ce concept novateur a suscité beaucoup d'intérêt auprès des clients et a été très bien accueilli.

Les résultats d'une étude indépendante, relative aux conseillers financiers œuvrant au Québec et réalisée par le professeur Jasmin Bergeron du département Stratégie des affaires de l'Université du Québec à Montréal, ont été rendus publics au cours du trimestre. L'étude, qui portait sur dix institutions financières, rendait compte de la perception des clients à l'égard de leurs conseillers financiers. Selon ces résultats, la Banque fait aussi bonne figure ou même meilleure figure que les autres institutions dans plus de 95 % des 63 questions soumises aux clients. À l'évidence, cette étude atteste de l'excellente position qu'occupent les Services financiers aux particuliers de la Banque Laurentienne dans leur principal marché.

### Services financiers aux entreprises

La ligne d'affaires Services financiers aux entreprises a amélioré de manière substantielle sa contribution au revenu net au cours du troisième trimestre 2004. Celle-ci s'est élevée à 6,1 millions \$, comparativement à 4,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2004. Cette amélioration est essentiellement attribuable à une diminution de 3,2 millions \$ des pertes sur prêts pour le troisième trimestre. La qualité de crédit du portefeuille de prêts s'est améliorée depuis le début du présent exercice financier, comme en témoigne la diminution du niveau de prêts douteux de plus de 40 millions \$.

Comparativement au troisième trimestre 2003, les résultats se sont également améliorés de manière significative, augmentant de 1,2 million \$ alors qu'ils s'établissaient à 4,9 millions \$. Cette amélioration découle essentiellement de la baisse du niveau de pertes sur prêts, étant donné que les résultats de 2003 incluaient une perte de 5,0 millions \$ liée à l'exposition de la Banque à l'égard d'un seul emprunteur dans l'industrie aéronautique. La baisse du taux d'imposition effectif a également contribué à l'amélioration des résultats en 2004.

Compte tenu des efforts consentis au cours des deux dernières années, le profil de risque du portefeuille a considérablement diminué, permettant ainsi à la ligne d'affaires d'être moins exposée à des pertes importantes, et de contribuer de manière positive aux résultats de la Banque. Les Services financiers aux entreprises représentaient 47 % du revenu net de la Banque au troisième trimestre 2004. Depuis le début de l'exercice financier, le faible niveau de demande de financement commercial a restreint la capacité d'augmenter le volume de prêts. Les volumes ont tout de même légèrement augmenté depuis le mois d'avril. Les Services financiers aux entreprises demeurent toujours aussi déterminés à augmenter leurs revenus, conformément à leurs stratégies à l'égard des entreprises de taille intermédiaire, du marché immobilier, des prêts pour les projets de construction, ainsi que des prêts agricoles.

### B2B Trust

À la suite de la privatisation de B2B Trust, finalisée le 8 juin 2004, les résultats de cette ligne d'affaires reflètent dorénavant le fait que B2B Trust constitue une filiale en propriété exclusive. Le revenu net pour le trimestre s'établissait à 1,4 million \$, comparativement à 2,3 millions \$ pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2004 et à 2,7 millions \$ pour la même période en 2003. L'augmentation de 1,6 million \$ des pertes sur prêts, reliée principalement au portefeuille de marges de crédit personnelles, a entravé les résultats, comparativement au deuxième trimestre 2004 et au troisième trimestre 2003. B2B Trust surveille de très près les résultats de ce portefeuille relativement nouveau afin de s'assurer que l'évaluation des risques-clients, ainsi que les procédures de souscription et de tarification, soient mises en vigueur de la manière la plus adéquate possible. Bien que le potentiel de croissance du portefeuille de marges de crédit demeure important, B2B Trust déploie tous les efforts pour s'assurer que ce produit répond bien à ses objectifs de rentabilité. Au cours du troisième trimestre, les autres dépenses ont diminué de 0,5 million \$, soit de 5 %.

Depuis le début de l'exercice financier en cours, le volume des prêts à l'investissement a augmenté de 28 millions \$ pour s'établir à 1 141 millions \$. Au cours du trimestre, les prêts sur fonds communs de placement ont augmenté de 6,5 millions \$, principalement en raison de la bonne performance du nouveau produit Prêt Accélérateur 100 % introduit plus tôt cette année. Cette croissance est très encourageante lorsqu'on considère l'évolution des marchés au cours de cette même période. Conformément au cycle de vie du produit, les prêts REER ont quant à eux diminué de 21,6 millions \$ au cours du troisième trimestre, ce qui s'est traduit par une réduction net des volumes de prêts à l'investissement de 15 millions \$. L'an dernier, le portefeuille de prêts à l'investissement s'établissait à un niveau similaire, soit 1 130 millions \$. La qualité du portefeuille demeure très bonne.

Les frais autres que d'intérêt et le ratio d'efficacité de B2B Trust sont demeurés stables au cours du dernier trimestre.

### Portefeuilles de prêts de B2B Trust

En milliers de dollars	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 octobre 2003
Investissement	1 141 \$	1 156 \$	1 113 \$
Hypothèques résidentielles	672	768	784
Marges de crédit	117	112	97
	<b>1 930 \$</b>	<b>2 036 \$</b>	<b>1 994 \$</b>



### Gestion du patrimoine et Courtage

La ligne d'affaires Gestion du patrimoine et Courtage a déclaré un revenu net de 0,8 million \$ pour le troisième trimestre 2004, comparativement à 1,0 million \$ pour le deuxième trimestre 2004 et 0,3 million \$ pour le troisième trimestre 2003.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne a amélioré de manière substantielle sa contribution aux résultats de l'exercice financier 2004. Pour le troisième trimestre, son revenu net s'est établi à 0,6 million \$, ce qui représente une amélioration remarquable par rapport à sa contribution pour la même période de l'exercice financier 2003, alors qu'elle s'établissait à 0,3 million \$. Ce résultat est toutefois inférieur à celui du deuxième trimestre, alors que le revenu net s'établissait à 1,0 million \$. Le revenu total pour le troisième trimestre s'élevait à 4,9 millions \$, comparativement à 4,6 millions \$ au troisième trimestre 2003 et à 5,5 millions \$ au deuxième trimestre 2004. Valeurs mobilières Banque Laurentienne exploite deux secteurs d'activité : une division de transactions à revenu fixe et des activités de courtage au détail.

La coentreprise BLC-Edmond de Rothschild Gestion d'actifs a amélioré ses résultats qui s'établissaient à 0,2 million \$ pour le troisième trimestre, comparativement au deuxième trimestre, alors qu'elle atteignait le seuil de rentabilité. Les frais de gestion sont demeurés stables, à 2,9 millions \$ (1,5 million \$ – participation de 50 %), pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2004, comparativement au deuxième trimestre terminé le 30 avril 2004. L'an dernier, les frais de gestion s'élevaient à 2,2 millions \$ (1,1 million \$ – participation de 50 %). Les fonds communs de placement sous gestion sont également demeurés stables, à 894 millions \$, alors qu'une bonne performance en matière de ventes a permis de contrebalancer les récentes baisses des cours du marché. Les actifs sous gestion sont demeurés à 1,7 milliard \$ au 31 juillet 2004, comparativement au 30 avril 2004, alors qu'ils s'établissaient à 1,6 milliard \$ au 31 octobre 2003. BLC-Edmond de Rothschild Gestion d'actifs gère des portefeuilles pour ses divisions de fonds communs de placement et de gestion financière, privée et institutionnelle.

### Autres secteurs

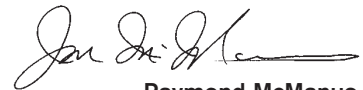
La contribution des autres secteurs aux résultats du troisième trimestre 2004 comprend une part de 4,4 millions \$ provenant du gain réalisé grâce à la vente des activités de traitement d'opérations par carte de débit et de crédit et de certains droits de gestion de comptes de fonds communs de placement, ainsi qu'à l'impact favorable de la révision des estimations de provisions de 3,5 millions \$, liés à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Ces éléments ont toutefois été partiellement contrebalancés par la baisse des revenus des activités de trésorerie et de marchés financiers, soit un montant de 5,7 millions \$.

### RÉGIE D'ENTREPRISE

Le conseil d'administration et le comité de vérification de la Banque Laurentienne ont examiné ce rapport avant sa publication. Les mesures de contrôle et les procédures adoptées par la Banque permettent au président et chef de la direction, ainsi qu'au premier vice-président exécutif et chef de la direction financière, de veiller à ce que les états financiers consolidés intermédiaires soient présentés de manière fidèle.



**L. Denis Desautels, O.C.**  
Président du conseil



**Raymond McManus**  
Président et  
chef de la direction

---

### MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PRÉVISIONNELS

Le présent rapport peut contenir des énoncés prévisionnels, y compris des énoncés relatifs aux affaires et au rendement financier escompté de la Banque Laurentienne. Ces énoncés sont assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les résultats réels peuvent varier des résultats envisagés dans les énoncés prévisionnels. De telles variations peuvent être attribuables à divers facteurs dont, entre autres, l'activité des marchés financiers mondiaux, des changements des politiques monétaires et économiques des gouvernements, des variations des taux d'intérêt, des niveaux d'inflation et des conditions économiques en général, des développements de nature législative et réglementaire, la concurrence et des changements technologiques. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des énoncés prévisionnels pour prendre des décisions devraient soigneusement tenir compte des facteurs identifiés ci-dessus ainsi que d'autres incertitudes, et ne devraient pas accorder une confiance induite à de tels énoncés prévisionnels. La Banque Laurentienne ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prévisionnels, oraux ou écrits, émis par elle-même ou en son nom.

---

## Points saillants financiers

En millions de dollars, sauf les données par action (non vérifiées)	T3-04	T3-03	Variation en pourcentage T3-04/T3-03	Pour les périodes de neuf mois terminées les		Variation en pourcentage 2004/2003
				31 juillet 2004	31 juillet 2003	
<b>Résultats</b>						
Revenu net	13,7 \$	10,3 \$	33,0 %	40,6 \$	41,1 \$	(1,2)%
Revenu net attribuable						
aux actionnaires ordinaires	7,2 \$	6,8 \$	5,9 %	27,2 \$	30,7 \$	(11,4)%
Rendement de l'avoir						
des actionnaires ordinaires	4,2 %	4,3 %		5,4 %	6,5 %	
<b>Par action ordinaire</b>						
Revenu net						
de base	0,31 \$	0,29 \$	6,9 %	1,16 \$	1,31 \$	(11,5)%
dilué	0,31 \$	0,29 \$	6,9 %	1,16 \$	1,31 \$	(11,5)%
Dividendes	0,29 \$	0,29 \$	– %	0,87 \$	0,87 \$	– %
Valeur comptable				28,90 \$	27,01 \$	7,0 %
Cours de l'action – clôture				28,02 \$	26,00 \$	7,8 %
<b>Situation financière</b>						
Actif au bilan				16 906 \$	18 609 \$	(9,2)%
Actif administré				14 979 \$	15 398 \$	(2,7)%
Prêts, acceptations bancaires et actifs						
achetés en vertu d'ententes de revente,						
montant net				12 403 \$	14 706 \$	(15,7)%
Dépôts de particuliers				10 448 \$	12 123 \$	(13,8)%
Avoir des actionnaires, part des actionnaires						
sans contrôle dans une filiale et débetures				1 189 \$	1 277 \$	(6,9)%
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)				23 505	23 413	0,4 %
Prêts douteux nets (en % des prêts,						
acceptations bancaires et actifs achetés						
en vertu d'ententes de revente)				(0,0)%	0,1 %	
Actif pondéré par le risque				8 136 \$	9 245 \$	(12,0)%
<b>Ratio de capital</b>						
Première catégorie – BRI				10,3 %	9,0 %	
Capital total – BRI				14,4 %	13,6 %	
Ratio de l'actif sur le capital BRI				14,5 x	14,9 x	
Avoir des actionnaires ordinaires tangibles						
en pourcentage de l'actif pondéré par le risque				7,5 %	6,8 %	
<b>RATIOS FINANCIERS</b>						
<b>Par action ordinaire</b>						
Ratio cours / bénéfice (quatre derniers trimestres)				8,8 x	14,2 x	
Valeur au marché / valeur comptable				97 %	96 %	
Dividende par action / valeur au marché	4,14 %	4,46 %		4,14 %	4,46 %	
Ratio du dividende versé	94,8 %	100,4 %		75,1 %	66,4 %	
<b>En pourcentage de l'actif moyen</b>						
Revenu net d'intérêt	1,68 %	1,87 %		1,68 %	1,87 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,27 %	0,34 %		0,25 %	0,31 %	
Revenu net	0,34 %	0,22 %		0,33 %	0,30 %	
Revenu net attribuable						
aux actionnaires ordinaires	0,18 %	0,14 %		0,22 %	0,22 %	
<b>Rentabilité</b>						
Autres revenus (en % du revenu total)	43,7 %	38,8 %		43,8 %	39,4 %	
Ratio d'efficacité (frais autres que d'intérêt						
en % du revenu total)	75,5 %	76,1 %		76,3 %	73,6 %	
<b>AUTRES RENSEIGNEMENTS</b>						
Nombre d'employés en équivalent temps plein				3 202	3 731	
Nombre de succursales				154	213	
Nombre de guichets automatiques				288	345	

# État consolidé des résultats

	Pour les périodes de trois mois terminées les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
En milliers de dollars, sauf les données par action (non vérifié)					
<b>Revenu d'intérêt</b>					
Prêts	169 749 \$	171 224 \$	225 882 \$	521 302 \$	656 220 \$
Valeurs mobilières	12 384	11 271	17 695	43 025	58 759
Dépôts à d'autres institutions financières	2 410	2 601	3 780	7 662	8 212
	<b>184 543</b>	<b>185 096</b>	<b>247 357</b>	<b>571 989</b>	<b>723 191</b>
<b>Frais d'intérêt</b>					
Dépôts et autres éléments de passif	109 258	111 523	152 446	346 165	442 295
Débitures subordonnées (note 6)	7 047	6 814	6 992	20 848	20 749
	<b>116 305</b>	<b>118 337</b>	<b>159 438</b>	<b>367 013</b>	<b>463 044</b>
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>68 238</b>	<b>66 759</b>	<b>87 919</b>	<b>204 976</b>	<b>260 147</b>
<b>Provision pour pertes sur prêts (note 3)</b>	<b>10 862</b>	<b>10 500</b>	<b>16 000</b>	<b>31 112</b>	<b>43 000</b>
	<b>57 376</b>	<b>56 259</b>	<b>71 919</b>	<b>173 864</b>	<b>217 147</b>
<b>Autres revenus</b>					
Frais et commissions sur prêts et dépôts	22 076	22 830	25 585	67 120	76 896
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	5 734	11 391	16 505	29 831	41 186
Commissions de courtage	4 579	5 128	4 221	15 163	12 675
Revenus de régimes enregistrés autogérés	2 885	3 326	3 208	9 262	9 550
Revenus tirés de la vente et de la gestion de fonds communs de placement	3 140	3 582	2 570	9 704	7 850
Revenus d'assurance	1 141	1 591	1 868	4 557	5 513
Revenus (pertes) de titrisation	2 191	1 713	(464)	4 171	1 168
Ajustement du gain sur cession de succursales (note 10)	3 523	–	–	3 523	–
Autres (note 2)	7 644	7 082	2 363	16 727	14 117
	<b>52 913</b>	<b>56 643</b>	<b>55 856</b>	<b>160 058</b>	<b>168 955</b>
	<b>110 289</b>	<b>112 902</b>	<b>127 775</b>	<b>333 922</b>	<b>386 102</b>
<b>Frais autres que d'intérêt</b>					
Salaires et avantages sociaux	46 330	45 844	49 946	138 312	149 061
Frais de locaux et technologie	25 049	26 998	33 026	78 381	96 177
Frais de restructuration	–	–	3 091	–	3 091
Autres	20 121	21 324	23 279	61 739	67 612
	<b>91 500</b>	<b>94 166</b>	<b>109 342</b>	<b>278 432</b>	<b>315 941</b>
<b>Revenu avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale</b>	<b>18 789</b>	<b>18 736</b>	<b>18 433</b>	<b>55 490</b>	<b>70 161</b>
Impôts sur le revenu	4 860	4 719	7 281	12 933	26 126
<b>Revenu avant part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale</b>	<b>13 929</b>	<b>14 017</b>	<b>11 152</b>	<b>42 557</b>	<b>44 035</b>
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	260	677	893	1 916	2 889
<b>Revenu net</b>	<b>13 669 \$</b>	<b>13 340 \$</b>	<b>10 259 \$</b>	<b>40 641 \$</b>	<b>41 146 \$</b>
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts sur le revenu y afférents	4 486	3 431	3 497	11 444	10 477
Prime sur rachat d'actions privilégiées (note 7)	2 000	–	–	2 000	–
<b>Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	<b>7 183 \$</b>	<b>9 909 \$</b>	<b>6 762 \$</b>	<b>27 197 \$</b>	<b>30 669 \$</b>
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	23 490	23 481	23 413	23 476	23 412
Nombre moyen d'actions ordinaires après dilution (en milliers)	23 524	23 519	23 452	23 515	23 455
<b>Revenu net par action ordinaire</b>					
de base	0,31 \$	0,42 \$	0,29 \$	1,16 \$	1,31 \$
dilué	0,31 \$	0,42 \$	0,29 \$	1,16 \$	1,31 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## Bilan consolidé

En milliers de dollars (non vérifié)	31 juillet 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003
<b>ACTIF</b>			
<b>Liquidités</b>			
Encaisse et montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt	59 485 \$	100 001 \$	89 703 \$
Dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt	545 227	622 923	497 397
Chèques et autres effets en transit, montant net	-	111 809	27 393
	<b>604 712</b>	<b>834 733</b>	<b>614 493</b>
<b>Valeurs mobilières</b>			
Portefeuille de placement	2 150 791	2 064 301	1 669 286
Portefeuille de négociation	934 037	1 006 575	905 306
	<b>3 084 828</b>	<b>3 070 876</b>	<b>2 574 592</b>
<b>Actifs achetés en vertu d'ententes de revente</b>	<b>1 179 985</b>	<b>882 036</b>	<b>1 307 332</b>
<b>Prêts (notes 3 et 4)</b>			
Personnels	3 611 716	3 646 070	3 988 472
Hypothécaires résidentiels	5 444 690	5 274 128	6 791 178
Hypothécaires commerciaux	636 478	705 101	835 312
Commerciaux et autres	1 484 413	1 571 491	1 699 137
	<b>11 177 297</b>	<b>11 196 790</b>	<b>13 314 099</b>
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(138 517)	(163 177)	(181 685)
	<b>11 038 780</b>	<b>11 033 613</b>	<b>13 132 414</b>
<b>Autres</b>			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	183 933	235 286	266 731
Immobilisations	102 640	114 479	136 906
Écarts d'acquisition	54 029	54 029	54 029
Autres actifs incorporels (note 5)	19 490	1 878	2 066
Autres éléments d'actif	637 250	510 838	520 728
	<b>997 342</b>	<b>916 510</b>	<b>980 460</b>
	<b>16 905 647 \$</b>	<b>16 737 768 \$</b>	<b>18 609 291 \$</b>
<b>PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES</b>			
<b>Dépôts</b>			
Particuliers	10 448 156 \$	10 508 592 \$	12 122 768 \$
Entreprises et autres	2 399 552	2 784 357	2 698 059
	<b>12 847 708</b>	<b>13 292 949</b>	<b>14 820 827</b>
<b>Autres</b>			
Chèques et autres effets en transit, montant net	76 803	-	-
Engagements afférents à des actifs vendus à découvert	1 283 637	969 663	1 225 689
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	464 732	173 246	285 168
Acceptations	183 933	235 286	266 731
Autres éléments de passif	859 461	751 484	733 471
	<b>2 868 566</b>	<b>2 129 679</b>	<b>2 511 059</b>
<b>Débitures subordonnées</b>	<b>300 000</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>
<b>Part des actionnaires sans contrôle dans une filiale</b>	<b>-</b>	<b>41 827</b>	<b>45 035</b>
<b>Avoir des actionnaires</b>			
Capital-actions (note 7)			
Actions privilégiées	210 000	200 000	200 000
Actions ordinaires	248 455	246 813	246 330
Bénéfices non répartis	430 918	426 500	386 040
	<b>889 373</b>	<b>873 313</b>	<b>832 370</b>
	<b>16 905 647 \$</b>	<b>16 737 768 \$</b>	<b>18 609 291 \$</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

En milliers de dollars (non vérifié)	Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2004	31 juillet 2003
<b>CAPITAL-ACTIONS</b> (note 7)		
<b>Actions privilégiées</b>		
Solde au début de la période	200 000 \$	200 400 \$
Émission au cours de la période	110 000	–
Rachat au cours de la période	(100 000)	(400)
Solde à la fin de la période	210 000	200 000
<b>Actions ordinaires</b>		
Solde au début de la période	246 813	246 230
Émissions au cours de la période	1 642	100
Solde à la fin de la période	248 455	246 330
<b>BÉNÉFICES NON RÉPARTIS</b>		
Solde au début de la période	426 500	375 740
Revenu net	40 641	41 146
Dividendes		
Actions privilégiées, y compris les impôts sur le revenu y afférents	(11 444)	(10 477)
Actions ordinaires	(20 430)	(20 369)
Frais d'émission d'actions privilégiées, nets des impôts sur le revenu	(2 349)	–
Prime sur le rachat d'actions privilégiées	(2 000)	–
Solde à la fin de la période	430 918	386 040
<b>TOTAL DE L'AVOIR DES ACTIONNAIRES</b>	<b>889 373 \$</b>	<b>832 370 \$</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

# État consolidé des flux de trésorerie

En milliers de dollars (non vérifié)	Pour les périodes de trois mois terminées les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>					
Revenu net	13 669 \$	13 340 \$	10 259 \$	40 641 \$	41 146 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :					
Provision pour pertes sur prêts	10 862	10 500	16 000	31 112	43 000
Gains sur les activités de titrisation	(167)	(1 270)	–	(1 437)	(1 859)
Pertes nettes (gains nets) sur disposition d'immobilisations	(7)	520	–	233	2 491
Frais de restructuration	–	–	2 365	–	2 365
Gain sur la cession d'actifs (note 2)	(5 559)	–	–	(5 559)	–
Gain sur la cession d'un portefeuille de prêts (note 2)	–	(4 435)	–	(4 435)	–
Gain sur cession de succursales (note 10)	(3 523)	–	–	(3 523)	–
Gains nets sur disposition de valeurs mobilières détenues aux fins de placement	(771)	(5 823)	(9,799)	(13 642)	(21 676)
Charge d'impôts futurs (récupération)	(1 461)	(100)	(565)	(2 783)	6 432
Amortissements	8 291	9 534	11 191	27 424	32 014
Variation nette des valeurs mobilières détenues aux fins de négociation	(20 870)	108 469	20 149	72 538	60 166
Variation des intérêts courus à recevoir	7 344	880	18 002	13 956	12 092
Diminution (augmentation) des gains non réalisés et des montants à recevoir sur les instruments financiers dérivés	32 806	39 560	4 675	(83 374)	(19 788)
Variation des intérêts courus à payer	(5 811)	(49 613)	11 455	(4 006)	24 868
Diminution (augmentation) des pertes non réalisées et des montants à payer sur les instruments financiers dérivés	(50 460)	(29 877)	(6 380)	49 183	14 999
Autres, net	12 948	3 683	(7 046)	16 267	9 196
	(2 709)	95 368	70 306	132 595	205 446
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>					
Variation nette des dépôts	438 741	(85 486)	113 117	(445 241)	(147 447)
Variation nette des engagements afférents à des actifs vendus à découvert	101 172	(507 419)	222 540	313 974	364 669
Variation nette des engagements afférents à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	(219 544)	611 490	(351 509)	291 486	(162 694)
Remboursement de débetures subordonnées (note 6)	(100 000)	–	–	(100 000)	–
Émission d'actions privilégiées, nette des frais d'émission (note 7)	–	106 682	–	106 682	–
Rachat d'actions privilégiées (note 7)	(102 000)	–	(400)	(102 000)	(400)
Émissions d'actions ordinaires, nettes des frais d'émission (note 7)	610	56	25	1 642	100
Rachat d'actions ordinaires d'une filiale	–	–	(3 390)	–	(3 390)
Dividendes, y compris les impôts sur le revenu y afférents	(11 298)	(10 621)	(10 719)	(32 634)	(32 174)
	107 681	114 702	(30 336)	33 909	18 664
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>					
Flux de trésorerie nets résultant de la cession d'actifs (note 2)	5 853	–	–	5 853	–
Contrepartie versée lors de la privatisation d'une filiale (note 5)	(60 470)	–	–	(60 470)	–
Flux de trésorerie nets résultant de la cession d'un portefeuille de prêts (note 3)	–	32 216	–	32 216	–
Flux de trésorerie nets affectés à l'acquisition d'actifs nets	–	–	–	–	(28 427)
Variation nette des dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt	(10 638)	(149 473)	(64 112)	77 696	(232 425)
Acquisitions de valeurs mobilières détenues aux fins de placement	(5 683 530)	(8 574 119)	(7 546 072)	(19 634 631)	(22 973 789)
Échéances de valeurs mobilières détenues aux fins de placement	–	2 774	4 601	27 072	22 603
Produits de disposition de valeurs mobilières détenues aux fins de placement	5 751 569	8 111 773	8 279 391	19 534 711	23 388 161
Variation nette des prêts	(198 538)	(182 701)	(23 059)	(213 862)	(64 840)
Variation nette des actifs achetés en vertu d'ententes de revente	(169 923)	325 062	(684 038)	(297 949)	(437 502)
Produits de la titrisation de prêts hypothécaires (note 4)	96 438	52 634	–	149 072	39 836
Acquisitions d'immobilisations	(7 421)	(8 557)	(4 671)	(18 232)	(16 988)
Produit de disposition d'immobilisations	42	30	–	2 892	7 658
	(276 618)	(390 361)	(37 960)	(395 632)	(295 713)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(171 646)	(180 291)	2 010	(229 128)	(71 603)
Espèces et quasi-espèces en début de période	154 328	334 619	115 086	211 810	188 699
<b>Espèces et quasi-espèces en fin de période</b>	<b>(17 318)\$</b>	<b>154 328 \$</b>	<b>117 096 \$</b>	<b>(17 318)\$</b>	<b>117 096 \$</b>
Les espèces et quasi-espèces se détaillent comme suit :					
Encaisse et montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt	59 485 \$	47 479 \$	89 703 \$	59 485 \$	89 703 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	(76 803)	106 849	27 393	(76 803)	27 393
	(17 318)\$	154 328 \$	117 096 \$	(17 318)\$	117 096 \$
<b>Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :</b>					
Intérêts versés durant la période	126 154 \$	164 198 \$	149 435 \$	372 387 \$	445 814 \$
Impôts sur le revenu payés durant la période	3 146 \$	5 561 \$	5 436 \$	19 622 \$	19 861 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non vérifiées)

## 1. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de Banque Laurentienne du Canada ont été préparés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information financière présentée. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément à la *Loi sur les banques* qui prévoit que, sauf spécification contraire du surintendant des institutions financières du Canada, les états financiers consolidés intermédiaires sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) pour les états financiers intermédiaires. Par conséquent, ils ne reflètent pas toutes les informations et les divulgations requises par les PCGR pour des états financiers complets. Les principales conventions comptables suivies dans l'établissement de ces états financiers consolidés intermédiaires, y compris les traitements comptables prescrits par le surintendant, sont identiques à ceux utilisés aux états financiers vérifiés consolidés de la Banque au 31 octobre 2003, à l'exception de ce qui est mentionné ci-dessous. Ces conventions comptables sont conformes, à tous les égards importants, aux PCGR. Ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés vérifiés. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent certains éléments qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction en tenant compte de leur importance relative. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

### INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le 1<sup>er</sup> novembre 2003, la Banque a adopté la note d'orientation en comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) n° 13 (NOC-13), intitulée « Relations de couverture » ainsi que l'abrégé des délibérations du comité sur les problèmes nouveaux n° 128 (CPN-128), intitulé « Comptabilisation des instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction (négociation) ou de spéculation ou à des fins autres que de couverture ». Cette note d'orientation établit certaines conditions d'admissibilité à l'utilisation de la comptabilité de couverture, lesquelles sont plus rigoureuses et moins informelles que les normes précédentes.

Les produits dérivés sont principalement utilisés pour gérer les risques à l'égard des taux d'intérêt et des devises. Les produits dérivés sont également utilisés dans les activités de négociation ou pour répondre aux besoins des clients.

Les produits dérivés utilisés afin de gérer les risques à l'égard des taux d'intérêt sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode, le revenu ou les frais d'intérêt liés à ces instruments dérivés sont comptabilisés et inclus dans le revenu d'intérêt ou les frais d'intérêt dans les états consolidés des résultats et présentés dans les autres actifs ou les autres passifs dans le bilan consolidé.

Lorsque les produits dérivés sont utilisés pour gérer ses propres risques, la Banque détermine pour chaque produit dérivé si la comptabilité de couverture est appropriée. Si la comptabilité de couverture est appropriée, la relation de couverture est désignée comme couverture de la juste valeur ou des flux de trésorerie. La couverture est documentée dès sa mise en place, pour déterminer l'objectif précis de gestion du risque ainsi que la stratégie de couverture. La documentation précise l'actif ou le passif couvert, le risque géré par l'opération de couverture, le type de produit dérivé utilisé et la méthode d'évaluation de l'efficacité qui sera appliquée. Le produit dérivé doit avoir une grande efficacité pour compenser comme prévu la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie découlant du risque couvert, tant au moment de la mise en place de la couverture qu'au cours de sa durée de vie.

Les opérations de couverture de la juste valeur consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt pour couvrir les variations de la juste valeur d'un actif, d'un passif ou d'un engagement ferme. Les opérations de couverture des flux de trésorerie consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de variation des flux de trésorerie liés à un actif ou à un passif assorti d'un taux variable. Lorsqu'un produit dérivé s'avère efficace pour la couverture de la juste valeur ou des flux de trésorerie, la juste valeur du produit dérivé est constatée dans les autres éléments d'actif ou de passif à leur montant brut et le gain ou la perte lié à ce produit dérivé est reporté.

S'il s'avère que le produit dérivé ne répond plus aux conditions de couverture efficace ou s'il est vendu ou liquidé, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur une base prospective. Le gain ou la perte reporté est inscrit au poste Revenu net d'intérêt au cours des périodes où l'élément couvert influe sur les résultats. La comptabilité de couverture cesse aussi d'être appliquée au moment de la vente de l'élément couvert ou de sa liquidation avant l'échéance prévue. À ce moment, le gain ou la perte reporté est inscrit à la rubrique Autres revenus.

Les produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation et qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture sont inscrits à leur juste valeur brute dans les autres éléments d'actif ou de passif, toute variation de cette juste valeur étant constatée à la rubrique Autres revenus. Il est toujours possible de désigner ces produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation à titre de couverture dans de futures relations de couverture. Au moment de la désignation, toute juste valeur antérieurement inscrite au bilan consolidé sera amortie dans les autres revenus sur la durée résiduelle du produit dérivé.

Lorsque les produits dérivés sont utilisés dans le cadre des activités de négociation ou pour répondre aux besoins de clients, les gains et les pertes réalisés et non réalisés qui en résultent sont constatés à la rubrique Autres revenus. Les gains et les pertes non réalisés sont inscrits à leur montant brut dans les autres éléments d'actif ou de passif.

Les cours du marché sont déterminés au moyen de modèles d'établissement des prix qui intègrent les prix du marché courants et les prix contractuels des instruments sous-jacents, la valeur temporelle de l'argent, les courbes de rendement et les facteurs de volatilité.

Les dépôts de garantie obligatoires sont également inclus dans les autres éléments d'actif.

## **1. CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)**

L'application initiale de ces directives, au 1<sup>er</sup> novembre 2003, a eu pour effet d'augmenter les autres éléments d'actif et les gains reportés de 108 810 000 \$, dont 19 087 000 \$ étaient liés à des produits dérivés qui se qualifiaient toujours pour la comptabilité de couverture. De plus, les autres éléments de passifs et les pertes reportées ont été augmentés de 102 553 000 \$, dont 4 434 000 \$ étaient liés à des produits dérivés qui se qualifiaient toujours pour la comptabilité de couverture. Selon les règles de transition de la nouvelle norme, les pertes reportées nettes liées aux instruments financiers dérivés pour lesquels la comptabilité de couverture n'était plus appropriée s'élevaient à 8 396 000 \$ au 1<sup>er</sup> novembre 2003. Ces pertes reportées nettes sont constatées aux résultats sur la durée résiduelle des éléments de couverture.

### **PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS**

En juillet 2003, l'ICCA a publié le chapitre 1100 intitulé « Principes comptables généralement reconnus ». Ce chapitre établit des normes de communication d'une information financière en conformité avec les PCGR et indique quelles sont les sources à consulter lors du choix des conventions comptables à employer ou de la détermination des informations à fournir, dans les cas où un sujet n'est pas traité explicitement dans les sources premières des PCGR. L'adoption initiale de ce nouveau chapitre, appliqué de façon prospective le 1<sup>er</sup> novembre 2003, n'a pas eu de répercussion importante sur les états financiers consolidés de la Banque. Toutefois, la Banque poursuit son analyse des incidences du nouveau chapitre et il est possible, une fois l'analyse complétée, que certains postes du bilan, qui historiquement étaient présentés sur la base de leur valeur nette conformément aux pratiques de l'industrie bancaire canadienne, soient reclassés et présentés sur la base de leur valeur brute.

### **MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES À VENIR**

#### **Présentation des passifs et capitaux propres**

En novembre 2003, le conseil des normes comptables a approuvé une modification au chapitre 3860 du Manuel de l'ICCA intitulé « Instruments financiers – information à fournir et présentation » en vue d'exiger que les obligations pouvant être réglées, au gré de l'émetteur, au moyen d'un nombre variable de ses propres instruments de capitaux propres, soient présentées comme des passifs. À la suite de la modification, les titres émis par la Banque qui lui confèrent le droit absolu de régler le principal au moyen de liquidités ou de ses instruments de capitaux propres, pour une valeur équivalente, ne seront plus présentés comme des éléments de capitaux propres. Les recommandations s'appliqueront de façon rétroactive à tous les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2004. L'application de cette modification ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Banque.

## **2. CESSION D'ACTIF**

### **A) CESSION DES ACTIVITÉS DE TRAITEMENT D'OPÉRATIONS PAR CARTE DE DÉBIT ET DE CRÉDIT**

Le 9 juillet 2004, la Banque a conclu une entente visant la vente de ses activités de traitement d'opérations par carte de débit et de crédit. Le prix de vente, payé en espèces s'est élevé à 3 900 000 \$, pour un gain d'environ 3 631 000 \$ (3 042 000 \$ net des impôts), net des frais associés à la transaction. Des immobilisations, au montant de 244 000 \$, net de l'amortissement accumulé ont été cédées dans le cadre de cette transaction. Ces activités étaient présentées dans la ligne d'affaires Autres. Le gain résultant de la cession a été attribué aux lignes d'affaires Services financiers aux particuliers et Autres secteurs pour 300 000 \$ et 3 331 000 \$ respectivement.

### **B) CESSION DE CERTAINS DROITS DE GESTION DE COMPTE DE FONDS COMMUNS DE PLACEMENT**

Le 8 juillet 2004, la Banque a complété la cession de certains droits de gestion de compte de fonds communs de placement en Ontario et dans l'Ouest canadien. Le prix de vente, payé en espèces, s'est élevé à 1 953 000 \$, pour un gain de 1 928 000 \$ (1 605 000 \$ net des impôts), net des frais associés à la transaction. Ces activités étaient présentées dans la ligne d'affaires Services financiers aux particuliers. Le gain a été attribué aux lignes d'affaires Services financiers aux particuliers et Autres secteurs pour 900 000 \$ et 1 028 000 \$ respectivement.

### **C) CESSION D'UN PORTEFEUILLE DE PRÊTS SUR CARTES DE CRÉDIT**

Le 2 février 2004, la Banque a vendu son portefeuille de prêts sur cartes de crédit, de l'Ontario et de l'Ouest canadien ainsi que les droits contractuels y afférents, évalué à 27 891 000 \$. Le prix de vente, payé en espèces le 2 février 2004, s'est élevé à 32 216 000 \$, pour un gain de 4 435 000 \$ (3 794 000 \$ net des impôts), net des frais associés à la transaction et des frais de conversion applicables. Ces actifs étaient présentés dans la ligne d'affaires Services financiers aux particuliers. Le gain résultant de la cession a été attribué aux lignes d'affaires Services financiers aux particuliers et Autres secteurs pour 2 400 000 \$ et 2 035 000 \$ respectivement.



### 3. PRÊTS

#### A) PRÊTS ET PRÊTS DOUTEUX

Au 31 juillet 2004

En milliers de dollars	Montant brut des prêts	Montant brut des prêts douteux	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total des provisions
Prêts personnels	3 611 716 \$	20 514 \$	7 304 \$	19 284 \$	26 588 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 444 690	12 199	3 237	5 436	8 673
Prêts hypothécaires commerciaux	636 478	8 388	4 388	5 039	9 427
Prêts commerciaux et autres	1 484 413	91 770	46 338	23 697	70 035
Provision générale non attribuée	-	-	-	23 794	23 794
	11 177 297 \$	132 871 \$	61 267 \$	77 250 \$	138 517 \$

Au 31 octobre 2003

En milliers de dollars	Montant brut des prêts	Montant brut des prêts douteux	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total des provisions
Prêts personnels	3 646 070 \$	19 594 \$	9 311 \$	19 715 \$	29 026 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 274 128	13 991	3 741	5 611	9 352
Prêts hypothécaires commerciaux	705 101	13 030	6 048	7 561	13 609
Prêts commerciaux et autres	1 571 491	138 571	66 827	20 167	86 994
Provision générale non attribuée	-	-	-	24 196	24 196
	11 196 790 \$	185 186 \$	85 927 \$	77 250 \$	163 177 \$

Au 31 juillet 2003

En milliers de dollars	Montant brut des prêts	Montant brut des prêts douteux	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total des provisions
Prêts personnels	3 988 472 \$	21 845 \$	8 086 \$	21 355 \$	29 441 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 791 178	10 997	4 082	6 950	11 032
Prêts hypothécaires commerciaux	835 312	16 959	10 140	8 717	18 857
Prêts commerciaux et autres	1 699 137	150 547	73 627	19 797	93 424
Provision générale non attribuée	-	-	-	28 931	28 931
	13 314 099 \$	200 348 \$	95 935 \$	85 750 \$	181 685 \$

#### B) PROVISIONS SPÉCIFIQUES POUR PERTES SUR PRÊTS

Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 juillet

En milliers de dollars	2004					2003
	Prêts personnels	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts commerciaux et autres	Total des provisions spécifiques	Total des provisions spécifiques
Solde en début de période	9 311 \$	3 741 \$	6 048 \$	66 827 \$	85 927 \$	132 381 \$
Provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats	15 876	920	1 452	12 864	31 112	43 000
Provision pour pertes sur prêts résultant de la cession des succursales (note 10)	(356)	-	46	(427)	(737)	-
Radiations	(20 784)	(1 633)	(3 172)	(33 431)	(59 020)	(82 609)
Recouvrements	3 257	209	14	505	3 985	3 163
Solde en fin de période	7 304 \$	3 237 \$	4 388 \$	46 338 \$	61 267 \$	95 935 \$

#### C) PROVISIONS GÉNÉRALES POUR PERTES SUR PRÊTS

Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 juillet

En milliers de dollars	2004					2003
	Prêts personnels	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts commerciaux et autres	Provision générale non attribuée	Total des provisions générales
Solde en début de période	19 715 \$	5 611 \$	7 561 \$	20 167 \$	24 196 \$	77 250 \$
Variation au cours de la période	(431)	(175)	(2 522)	3 530	(402)	-
Provision pour pertes sur prêts résultant d'une acquisition	-	-	-	-	-	250
Solde en fin de période	19 284 \$	5 436 \$	5 039 \$	23 697 \$	23 794 \$	85 750 \$

## 4. TITRISATION DE PRÊTS

Au cours du trimestre, la Banque a titrisé des prêts hypothécaires résidentiels assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), pour un montant de 97 541 000 \$, par la création de titres hypothécaires. La Banque a subséquemment vendu ces titres hypothécaires. La Banque a perçu relativement à cette cession un produit en espèces de 96 438 000 \$ et a constaté un gain de 167 000 \$, net des frais liés à la transaction, au poste Autres revenus. La Banque conserve également des droits relatifs aux intérêts excédentaires gagnés sur ces prêts hypothécaires titrisés, lesquels sont évalués à 2 360 000 \$.

L'encours total des prêts titrisés s'élève à 611 498 000 \$ au 31 juillet 2004 (940 513 000 \$ au 31 octobre 2003).

## 5. PRIVATISATION DE B2B TRUST

À la suite de l'approbation des actionnaires de B2B Trust, lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires, B2B Trust et une filiale en propriété exclusive de la Banque ont fusionné le 8 juin 2004. Dans le cadre de cette fusion, la Banque a fait l'acquisition de la totalité des actions ordinaires en circulation de B2B Trust dont elle n'était pas propriétaire. Le prix d'acquisition de la participation additionnelle de 22,7 % (25,2 % en tenant compte de l'exercice des options émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions de B2B Trust) s'établissait à 60 225 000 \$ et a été payé en espèces. L'acquisition de la part des actionnaires minoritaires de B2B Trust a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition.

Cette opération a donné lieu à une augmentation de 18 278 000 \$ des autres actifs incorporels; à un ajustement net créditeur de 2 813 000 \$ afin de refléter la juste valeur des instruments financiers acquis; à la constatation d'un passif d'impôt futur de 5 413 000 \$ ainsi qu'à une diminution de 50 173 000 \$ de la part des actionnaires sans contrôle dans une filiale. L'autre actif incorporel consiste en des relations contractuelles avec des intermédiaires financiers et des relations avec les clients en découlant. Cet actif est amorti sur une période de 15 ans.

## 6. REMBOURSEMENT DE DÉBENTURES SUBORDONNÉES

Le 1<sup>er</sup> juin 2004, la Banque a remboursé par anticipation la totalité de ses débentures 5,75 %, série 7, échéant en 2009, d'un montant global de 100 000 000 \$, incluant les intérêts non versés courus jusqu'à la date de remboursement exclusivement. Dans le cadre de cette transaction, des coûts de 1 063 000 \$ ont été imputés aux résultats.

## 7. CAPITAL-ACTIONS

### Émission d'actions privilégiées

Le 15 avril 2004, la Banque a émis 4 400 000 d'actions privilégiées de Série 10 comportant un dividende privilégié non cumulatif trimestriel de 0,328 \$ par action, au prix de 25 \$ chacune, pour un montant global de 110 000 000 \$. À compter du 15 juin 2009, la Banque pourra racheter ces actions à un prix de 25 \$ chacune plus, si le rachat a lieu avant le 15 juin 2013, une prime de 1 \$ qui diminuera à zéro en fonction de la date de rachat. La Banque pourra aussi, à compter du 15 juin 2009, convertir la totalité ou une partie de ces actions privilégiées de série 10 en un nombre entier d'actions ordinaires déterminé en divisant le prix de rachat alors applicable par le plus élevé de 2,50 \$ ou 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires en vigueur à cette date. Le produit net de l'émission pour la Banque s'est établi à 106 682 000 \$ (net des frais d'émission).

### Rachat d'actions privilégiées

Le 16 juin 2004, la Banque a procédé au rachat par anticipation de la totalité de ses actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, Séries 7 et 8, à un prix de 25,50 \$ par action, pour une contrepartie globale de 102 000 000 \$, incluant la prime de rachat de 2 000 000 \$, plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat. Ces actions privilégiées rachetées ont cessé, à compter de la date de rachat, de donner droit à des dividendes.

### Émission d'actions ordinaires

Au cours du troisième trimestre de 2004, 23 055 actions ordinaires (69 483 actions ordinaires au cours de la période de 9 mois terminée le 31 juillet 2004) ont été émises dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions pour la direction de la Banque pour une contrepartie au comptant de 610 000 \$ (1 642 000 \$ au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004).

Émis et en circulation	Au 31 juillet 2004		Au 31 octobre 2003	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
En milliers de dollars, sauf le nombre d'actions				
Actions privilégiées de catégorie A <sup>(1)</sup>				
Série 7	-	- \$	2 000 000	50 000 \$
Série 8	-	-	2 000 000	50 000
Série 9	4 000 000	100 000	4 000 000	100 000
Série 10	4 400 000	110 000	-	-
Total du capital-actions privilégié	8 400 000	210 000	8 000 000	200 000
Actions ordinaires	23 505 068	248 455	23 435 585	246 813
Total du capital-actions		458 455 \$		446 813 \$

(1) Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires. Cependant, le nombre d'actions convertibles pouvant être émises ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

	Au 31 juillet 2004	Au 31 octobre 2003
	Nombre	Nombre
Options d'achat d'actions		
En circulation, à la fin de la période	500 981	595 522
Pouvant être levées à la fin de la période	415 881	476 848

## 8. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 juillet		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 juillet	
	2004	2003	2004	2003
Charge liée aux régimes de retraite à prestations déterminées	3 183 \$	2 258 \$	9 456 \$	6 401 \$
Charge du volet à cotisations déterminées	519	642	1 501	1 755
Charge liée aux autres régimes	654	505	1 947	1 498
Total	4 356 \$	3 405 \$	12 904 \$	9 654 \$

## 9. FRAIS DE RESTRUCTURATION

Le tableau suivant présente la variation des frais de restructuration. Le solde de ces frais est inclus dans les autres éléments de passif au bilan consolidé.

### Programme 2003

En milliers de dollars	Radiation de matériel informatique et logiciels et de résiliation de baux	Ressources humaines	Total des frais de restructuration
	Solde au 31 octobre 2003	5 944 \$	3 163 \$
Montant utilisé au cours de la période de six mois se terminant le 30 avril 2004			
Services financiers aux particuliers	1 830	997	2 827
Services financiers aux entreprises	255	413	668
Autres secteurs	829	630	1 459
Solde au 30 avril 2004	3 030 \$	1 123 \$	4 153 \$
Montant utilisé au cours de la période de trois mois se terminant le 31 juillet 2004			
Services financiers aux particuliers	107	305	412
Services financiers aux entreprises	155	305	460
Gestion du patrimoine et Courtage	-	10	10
Autres secteurs	227	303	530
Solde au 31 juillet 2004	2 541 \$	200 \$	2 741 \$

## 10. FRAIS LIÉS AU TRANSFERT DES ACTIVITÉS ET AUTRES FRAIS RELATIFS À LA CESSION DES SUCCURSALES DE L'ONTARIO ET DE L'OUEST CANADIEN

Au 31 octobre 2003, une provision avait été constituée pour couvrir les frais liés au transfert des activités et autres frais relatifs à la cession des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien pour un montant de 11 783 000 \$, dont 1 839 000 \$ avait été utilisée à cette date. Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004, les frais utilisés s'élevaient à 4 408 000 \$ (1 479 000 \$ au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2004). À la suite de la finalisation des conversions de systèmes au cours du trimestre, les provisions ont été réduites de 2 785 000 \$ afin de refléter le niveau de coût inférieur à ce qui avait été initialement estimé. De plus, au cours du trimestre, une provision pour perte sur prêts liée aux succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, initialement constituée le 31 octobre 2003, a également été réduite pour un montant de 737 000 \$ étant donné que les recouvrements ont été meilleurs qu'anticipés.

## 11. INFORMATION SECTORIELLE

Pour la période de trois mois terminée le

31 juillet 2004

En milliers de dollars	SFAP	SFAE	B2B	GPC	Autres	Total
Revenu net d'intérêt <sup>(1)</sup>	59 975 \$	14 140 \$	10 781 \$	336 \$	(16 994)\$	68 238 \$
Autres revenus	21 923	7 331	3 247	6 088	14 324	52 913
Revenu total	81 898	21 471	14 028	6 424	(2 670)	121 151
Provision pour pertes sur prêts	5 751	2 897	2 214	-	-	10 862
Frais autres que d'intérêt	68 892	9 140	9 062	5 233	(827)	91 500
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	7 255	9 434	2 752	1 191	(1 843)	18 789
Impôts sur le revenu (récupération)	2 527	3 308	1 065	419	(2 459)	4 860
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	-	-	260	-	-	260
Revenu net	4 728 \$	6 126 \$	1 427 \$	772 \$	616 \$	13 669 \$
Actif moyen <sup>(2)</sup>	8 338 125 \$	2 365 007 \$	2 520 234 \$	1 430 699 \$	1 463 905 \$	16 117 970 \$
Prêts moyen <sup>(2)</sup>	8 139 877 \$	1 949 714 \$	1 855 260 \$	8 \$	(1 246 321)\$	10 698 538 \$
Dépôts moyen <sup>(2)</sup>	9 247 462 \$	86 578 \$	2 209 407 \$	59 \$	1 259 022 \$	12 802 528 \$
Ratio d'efficacité <sup>(3)</sup>	84,1 %	42,6 %	64,6 %	81,5 %	s/o	75,5 %

Pour la période de trois mois terminée le  
30 avril 2004

En milliers de dollars	SFAP	SFAE	B2B	GPC	Autres	Total
Revenu net d'intérêt <sup>(1)</sup>	58 144 \$	14 293 \$	10 420 \$	333 \$	(16 431)\$	66 759 \$
Autres revenus	23 536	8 454	4 251	6 617	13 785	56 643
Revenu total	81 680	22 747	14 671	6 950	(2 646)	123 402
Provision pour pertes sur prêts	3 793	6 077	630	–	–	10 500
Frais autres que d'intérêt	66 125	9 352	9 560	5 439	3 690	94 166
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle						
dans le revenu net d'une filiale	11 762	7 318	4 481	1 511	(6 336)	18 736
Impôts sur le revenu (récupération)	4 074	2 619	1 507	519	(4 000)	4 719
Part des actionnaires sans contrôle						
dans le revenu net d'une filiale	–	–	677	–	–	677
Revenu (perte) net(te)	7 688 \$	4 699 \$	2 297 \$	992 \$	(2 336)\$	13 340 \$
Actif moyen <sup>(2)</sup>	8 261 976 \$	2 372 764 \$	2 588 525 \$	1 533 702 \$	1 622 870 \$	16 379 837 \$
Prêts moyen <sup>(2)</sup>	8 075 479 \$	1 918 150 \$	1 919 507 \$	9 \$	(1 337 839)\$	10 575 306 \$
Dépôts moyen <sup>(2)</sup>	9 152 820 \$	81 657 \$	2 289 302 \$	187 \$	1 183 180 \$	12 707 146 \$
Ratio d'efficacité <sup>(3)</sup>	81,0 %	41,1 %	65,2 %	78,3 %	s/o	76,3 %

Pour la période de trois mois terminée le  
31 juillet 2003

En milliers de dollars	SFAP	SFAE <sup>(4)</sup>	B2B	GPC	Autres	Total
Revenu net d'intérêt	68 655 \$	15 305 \$	11 731 \$	288 \$	(8 060)\$	87 919 \$
Autres revenus	24 533	7 944	4 082	5 373	13 924	55 856
Revenu total	93 188	23 249	15 813	5 661	5 864	143 775
Provision pour pertes sur prêts	8 555	6 999	446	–	–	16 000
Frais autres que d'intérêt	79 240	8 094	9 739	5 246	7 023	109 342
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle						
dans le revenu net d'une filiale	5 393	8 156	5 628	415	(1 159)	18 433
Impôts sur le revenu (récupération)	2 115	3 212	2 052	162	(260)	7 281
Part des actionnaires sans contrôle						
dans le revenu net d'une filiale	–	–	893	–	–	893
Revenu (perte) net(te)	3 278 \$	4 944 \$	2 683 \$	253 \$	(899)\$	10 259 \$
Actif moyen <sup>(2)</sup>	10 963 733 \$	2 665 907 \$	2 648 071 \$	1 396 231 \$	996 796 \$	18 670 738 \$
Prêts moyen <sup>(2)</sup>	10 763 939 \$	2 138 615 \$	2 054 303 \$	11 \$	(2 050 072)\$	12 906 796 \$
Dépôts moyen <sup>(2)</sup>	11 058 493 \$	32 583 \$	2 371 795 \$	258 \$	1 732 461 \$	15 195 590 \$
Ratio d'efficacité <sup>(3)</sup>	85,0 %	34,8 %	61,6 %	92,7 %	s/o	76,1 %

## 11. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Pour la période de neuf mois terminée le  
31 juillet 2004

En milliers de dollars	SFAP	SFAE	B2B	GPC	Autres	Total
Revenu net d'intérêt <sup>(1)</sup>	178 534 \$	43 169 \$	31 956 \$	1 010 \$	(49 693)\$	204 976 \$
Autres revenus	66 632	24 116	11 730	19 497	38 083	160 058
Revenu total	245 166	67 285	43 686	20 507	(11 610)	365 034
Provision pour pertes sur prêts	14 264	13 374	3 474	–	–	31 112
Frais autres que d'intérêt	200 354	27 099	27 989	15 953	7 037	278 432
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle						
dans le revenu net d'une filiale	30 548	26 812	12 223	4 554	(18 647)	55 490
Impôts sur le revenu (récupération)	10 629	9 344	3 255	1 565	(11 860)	12 933
Part des actionnaires sans contrôle						
dans le revenu net d'une filiale	–	–	1 916	–	–	1 916
Revenu (perte) net(te)	19 919 \$	17 468 \$	7 052 \$	2 989 \$	(6 787)\$	40 641 \$
Actif moyen <sup>(2)</sup>	8 325 018 \$	2 392 755 \$	2 582 994 \$	1 439 886 \$	1 588 997 \$	16 329 650 \$
Prêts moyen <sup>(2)</sup>	8 129 059 \$	1 945 889 \$	1 907 746 \$	8 \$	(1 329 701)\$	10 653 001 \$
Dépôts moyen <sup>(2)</sup>	9 193 456 \$	84 840 \$	2 281 365 \$	170 \$	1 287 783 \$	12 847 614 \$
Ratio d'efficacité <sup>(3)</sup>	81,7 %	40,3 %	64,1 %	77,8 %	s/o	76,3 %

Pour la période de neuf mois terminée le  
31 juillet 2003

En milliers de dollars	SFAP	SFAE <sup>(4)</sup>	B2B	GPC <sup>(5)</sup>	Autres	Total
Revenu net d'intérêt	208 412 \$	47 541 \$	35 561 \$	932 \$	(32 299)\$	260 147 \$
Autres revenus	71 851	23 422	11 883	24 386	37 413	168 955
Revenu total	280 263	70 963	47 444	25 318	5 114	429 102
Provision pour pertes sur prêts	22 605	19 190	1 205	–	–	43 000
Frais autres que d'intérêt	230 970	24 976	28 311	14 933	16 751	315 941
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle						
dans le revenu net d'une filiale	26 688	26 797	17 928	10 385	(11 637)	70 161
Impôts sur le revenu (récupération)	10 481	10 528	6 597	2 460	(3 940)	26 126
Part des actionnaires sans contrôle						
dans le revenu net d'une filiale	–	–	2 889	–	–	2 889
Revenu (perte) net(te)	16 207 \$	16 269 \$	8 442 \$	7 925 \$	(7 697)\$	41 146 \$
Actif moyen <sup>(2)</sup>	11 035 161 \$	2 744 151 \$	2 646 350 \$	1 437 305 \$	719 355 \$	18 582 322 \$
Prêts moyen <sup>(2)</sup>	10 805 644 \$	2 192 559 \$	2 125 138 \$	10 \$	(2 327 540)\$	12 795 811 \$
Dépôts moyen <sup>(2)</sup>	10 960 640 \$	30 772 \$	2 365 327 \$	255 \$	1 862 587 \$	15 219 581 \$
Ratio d'efficacité <sup>(3)</sup>	82,4 %	35,2 %	59,7 %	59,0 %	s/o	73,6 %

SFAP – Les Services financiers aux particuliers couvrent toute la gamme des produits d'épargne, d'investissement, de financement et de produits et services transactionnels offerts par l'entremise de son réseau direct comprenant les succursales, le réseau électronique et le centre d'appels, ainsi que le financement aux points de vente, les dépôts et prêts hypothécaires provenant de courtiers, à travers le Canada. Cette ligne d'affaires englobe également les services de cartes de crédit Visa, les produits d'assurance et les services de fiducie.

SFAE – Les Services financiers aux entreprises offrent le financement commercial et des financements plus importants au sein de syndicats bancaires, ainsi que du financement hypothécaire commercial, du crédit-bail, de l'affacturage et d'autres services.

B2B – B2B Trust fournit des produits bancaires et financiers, génériques et complémentaires, à des intermédiaires financiers indépendants et à des institutions financières non bancaires à travers le Canada.

GPC – La Gestion du patrimoine et Courtage comprend les activités de la filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. et la quote-part de la Banque dans la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Autres – La catégorie Autres comprend les activités de trésorerie et de titrisation et les autres activités de la Banque dont les revenus et les frais ne sont pas attribuables aux lignes d'affaires susmentionnées.

(1) En 2004, la Banque a révisé certains paramètres de son modèle de prix de cession interne, ce qui a eu pour effet de modifier la répartition de la marge nette d'intérêt entre les secteurs.

(2) Les éléments d'actif et de passif sont présentés sur la base de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.

(3) Correspond aux frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total.

(4) Comprend la provision pour pertes sur prêts relative à l'exposition aux risques liés à Air Canada de 5,0 millions \$ (3,2 millions \$ net des impôts) au cours du troisième trimestre 2003 et 10,0 millions \$ (6,5 millions \$ net des impôts) pour la période de 9 mois terminée le 31 juillet 2003.

(5) Comprend le gain de 8,5 millions \$ (6,7 millions \$ net des impôts) sur la vente d'actions de TSX Group inc.

## Renseignements aux actionnaires

### Siège social

Tour Banque Laurentienne  
1981, avenue McGill College  
Montréal (Québec) H3A 3K3  
Téléphone : (514) 284-4500,  
poste 5996  
Télécopieur : (514) 284-3396  
Centre télébancaires,  
Services bancaires automatisés  
et service à la clientèle :  
Région de Montréal :  
(514) BLC-1846  
Sans frais : 1 800 BLC-1846  
Adresse Internet :  
www.banquelaurentienne.com  
Télex : 145069

### Agent des transferts et registraire

Société de fiducie Computershare  
du Canada  
1500, rue University  
Bureau 700  
Montréal (Québec) H3A 3S8

### Investisseurs et analystes

Les investisseurs et analystes  
peuvent communiquer avec le service  
Relations avec les investisseurs situé  
au siège social en téléphonant au  
(514) 284-4500, poste 5916.

### Médias

Les journalistes peuvent  
communiquer avec le service des  
Affaires publiques et communications  
située au siège social en téléphonant  
au (514) 284-4500, poste 7511.

### Changement d'adresse et autres renseignements

Les actionnaires sont priés de  
communiquer tout changement  
d'adresse à l'agent des transferts  
de la Banque. Pour toute autre  
demande ou question, veuillez  
communiquer avec le Secrétariat  
situé au siège social ou en  
téléphonant au (514) 284-4500,  
poste 7545.

### Bureau de l'ombudsman

Banque Laurentienne  
Tour Banque Laurentienne  
1981, avenue McGill College  
14<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3A 3K3  
(514) 284-7192  
1 800 473-4782

### Inscription boursière et dates de paiement des dividendes

Les actions ordinaires et les actions privilégiées décrites ci-dessous sont inscrites à la bourse de Toronto.	Symbole boursier Code CUSIP	Dates de clôture des registres*	Dates de paiement des dividendes*
Actions ordinaires	51925D 10 6 LB	Premiers jours ouvrables de : janvier avril juillet octobre	Premiers jours ouvrables de : février mai août novembre
Actions privilégiées			
Série 9	51925D 87 4 LB.PR.D	**	15 mars
Série 10	51925D 86 6 LB.PR.E	**	15 juin
			15 septembre
			15 décembre

\* Sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

\*\* À une date (qui ne doit pas devancer de plus de 30 jours la date fixée pour le paiement des dividendes) pouvant être déterminée de temps à autre par le conseil d'administration de la Banque.

